

L'OCDE à 60 ans



BETTER POLICIES FOR BETTER LIVES
DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE



A l'occasion du 50e anniversaire de l'OCDE, l'Organisation adoptait la devise **"des politiques meilleures pour une vie meilleure"**, permettant d'ancrer d'avantage le rôle de l'Organisation dans l'amélioration des vies humaines par de meilleures politiques.



La **Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres de 2020** était inscrite dans le contexte de la crise du COVID-19 et a appelé à une reprise robuste, résiliente, verte et inclusive. Les Membres se sont entendus sur une déclaration commune reconnaissant l'importance de la coopération multilatérale.

–Table des matières

L'OCDE : 60 ans de construction du consensus	2
L'OCDE de 50 à 60 ans : une décennie de transformation	6
I. Placer les individus et la planète au cœur de l'action publique	8
II. Mettre la barre plus haut au moyen de normes internationales	12
III. Garder une longueur d'avance	14
IV. Soutenir la mise en œuvre des priorités de réforme nationales	18
V. Renforcer le rayonnement et la pertinence de l'organisation au niveau mondial	20
VI. Soutenir la gouvernance mondiale pour relever les défis communs .	22
VII. Dialoguer avec les parties prenantes	26

© OCDE Décembre 2020

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et toute cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

L'OCDE: 60 ans de construction du consensus

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une organisation internationale rassemblant des gouvernements travaillant ensemble et avec d'autres parties prenantes à la mise en commun de données concrètes et d'expériences, la recherche de solutions à des défis sociaux, économiques et environnementaux communs, l'identification des pratiques optimales et l'élaboration de normes internationales reposant sur des données d'observation.

De l'amélioration des performances économiques et la création d'emplois à la mise en place de systèmes éducatifs solides, la lutte contre les inégalités, et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, l'OCDE est un forum et un centre de connaissances uniques dédiés aux données et à leur analyse, à l'échange d'expériences et des pratiques optimales ainsi qu'à la formulation de conseils sur

les politiques publiques et l'établissement de normes internationales. L'objectif de l'Organisation est de promouvoir des politiques publiques qui favorisent la prospérité, la durabilité, l'inclusivité et le bien-être pour tous. L'OCDE met à profit 60 ans d'expérience pour aider les pouvoirs publics à concevoir des politiques qui assureront à tous, dans le monde entier, une vie meilleure.

Nos travaux et nos actions sont guidés par les valeurs fondamentales suivantes :

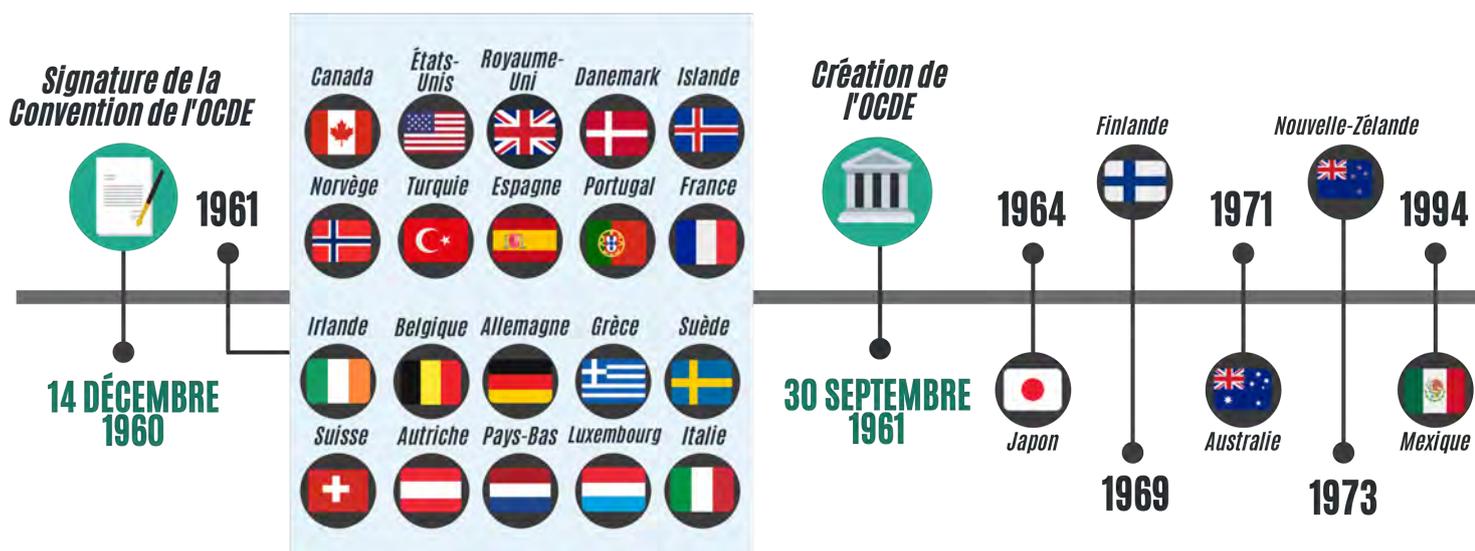
OBJECTIVITÉ : Nos analyses et nos recommandations sont indépendantes et fondées sur des faits

OUVERTURE : Nous encourageons le débat et la compréhension mutuelle sur des enjeux cruciaux d'ampleur mondiale

AUDACE : Nous osons remettre en question les idées reçues, à commencer par les nôtres

PROSPECTIVE : Nous identifions et abordons les défis nouveaux et les enjeux à long terme

ÉTHIQUE : Notre crédibilité est bâtie sur la confiance, l'intégrité et la transparence



Origine

L'Organisation européenne de coopération économique (OECE) a été créée en 1948 afin d'administrer le Plan Marshall financé par les États-Unis dans le cadre des efforts de reconstruction d'un continent ravagé par la guerre. En faisant prendre conscience à tous les gouvernements de l'interdépendance de leurs économies, elle a ouvert la voie à une nouvelle ère de coopération qui allait changer la face de l'Europe. Encouragés par le succès de l'OECE et la perspective de donner

à ses travaux une ampleur mondiale, le Canada et les États-Unis ont rejoint ses Membres en signant la Convention relative à l'Organisation de coopération et de développement économiques le 14 décembre 1960. L'OCDE est officiellement née le 30 septembre 1961, date à laquelle la Convention est entrée en vigueur.

Depuis, d'autres pays l'ont rejointe, à commencer par le Japon, en 1964. Aujourd'hui, 37 pays membres de l'OCDE, répartis dans le monde entier, se consultent régulièrement pour identifier, examiner et analyser les défis auxquels ils sont confrontés, et promouvoir des politiques propres à les relever.

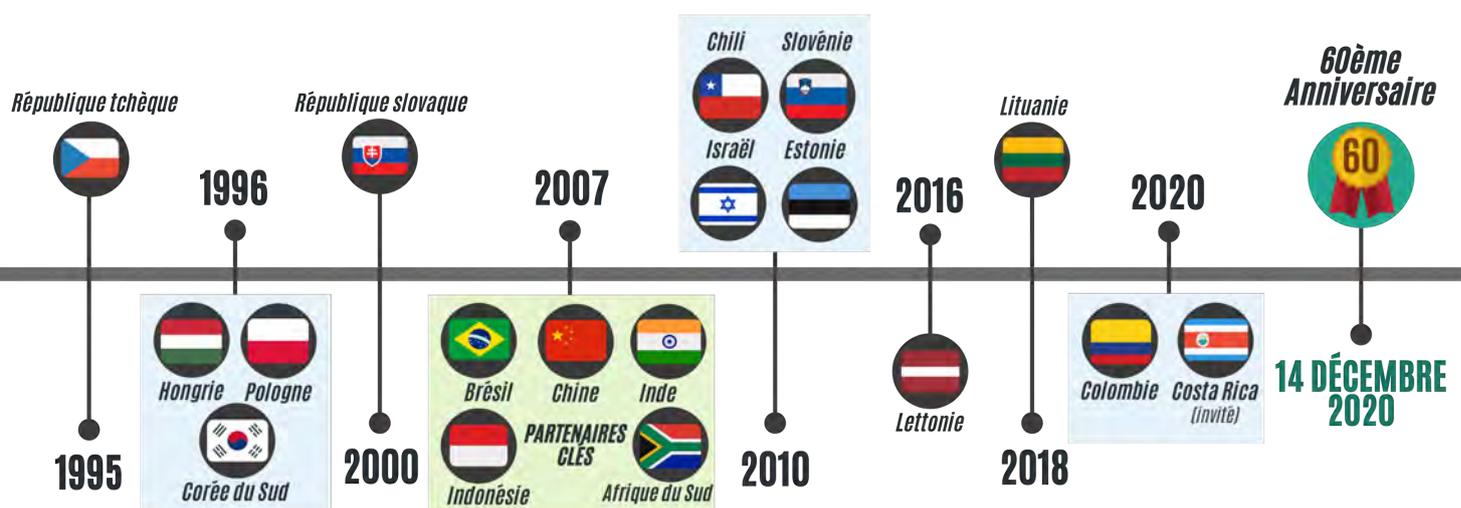


Charte de l'OECE

Convention relative à l'Organisation de coopération et de développement économiques, article 1:

L'Organisation de coopération et de développement économiques (appelée ci-dessous l'« Organisation ») a pour objectif de promouvoir des politiques visant à :

- réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que nonMembres, en voie de développement économique ;
- contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.



L'OCDE en chiffres



37

PAYS MEMBRES ET
COOPÉRATION AVEC
PLUS DE 100 PAYS



80%

DES ÉCHANGES ET DES
INVESTISSEMENTS DANS
LE MONDE (MEMBRES ET
PARTENAIRES)



140,000

VISITEURS PAR AN



1,500

CONFÉRENCES PAR AN



5 MILLIARDS

DE POINTS DE DONNÉES



500

RAPPORTS PHARES
PAR AN



450+

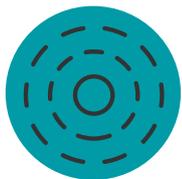
NORMES
INTERNATIONALES

Notre approche



Informier et conseiller

En notre qualité de source de données et d'analyses socio-économiques comparatives parmi les plus importantes et les plus fiables au monde, nous mettons à disposition des connaissances et des conseils afin que puissent être développées des politiques meilleures



Associer et influencer

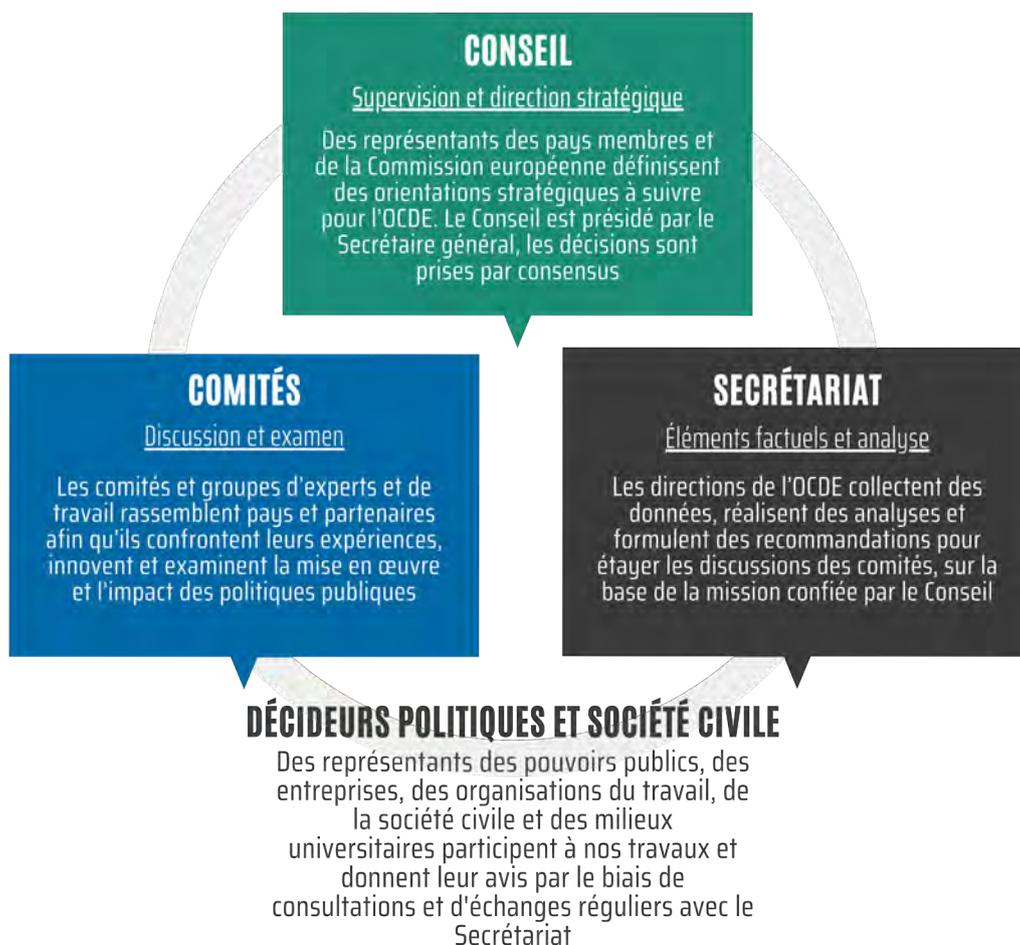
Nous rassemblons les décideurs politiques autour d'un échange d'idées, d'un partage d'expériences et de la promotion des avancées dans un large éventail de domaines de l'action publique



Établir des normes et apporter un soutien à l'action publique

Nous encourageons les pays à mieux faire en élaborant et en mettant en œuvre des normes adoptées sur le plan international, afin de veiller à ce que les règles soient les mêmes pour tous, et à ce que chacun coopère afin de réaliser les objectifs communs

La participation active de dirigeants de nos États Membres aux Réunions du Conseil des Ministres, aux réunions ministérielles sectorielles et au Programme spécial pour les dirigeants, ainsi que notre collaboration active avec les dirigeants dans le cadre du G20 et du G7, ont permis à l'OCDE de forger des consensus sur des problématiques clés pour la communauté internationale et d'élaborer des mandats ambitieux qui guident les travaux de l'Organisation dans un sens porteur de transformations. Les orientations politiques qui sont formulées guident et complètent les travaux de nos comités menés sous la conduite des experts. En outre, la collaboration de l'OCDE avec nos parties prenantes institutionnelles - **Business at OECD** (BIAC) et la **Commission syndicale consultative** (TUAC) - ainsi qu'avec d'autres acteurs de confiance, permet à nos travaux de bénéficier de contributions essentielles.



Au sein d'une structure composée de trois organes : **le Conseil, les Comités et le Secrétariat**, les pays Membres orientent et supervisent les travaux de l'OCDE par le biais du **Conseil des Ambassadeurs**.

Le Secrétaire général est le Président du Conseil, dirigeant un Secrétariat qui mène des analyses et des travaux sur les domaines de l'action publique sous sa supervision et conformément aux instructions des comités et des groupes de travail, qui rassemblent des représentants officiels et des experts dans les capitales afin de débattre et de formuler des recommandations sur les politiques à mener.

Ce que nous faisons

- * **L'OCDE aide les pays** à élaborer des politiques meilleures pour une vie meilleure, en renforçant les perspectives propices à des économies et des sociétés plus solides, plus inclusives, plus justes et plus vertes, tout en faisant économiser des milliards aux contribuables et en répondant aux attentes des populations.
- * **L'OCDE éclaire la prise de décisions** aux fins de l'élaboration de politiques meilleures et de la définition de normes, en se fondant sur des connaissances et des données probantes. Notre force réside dans notre capacité à aider les pays à apprendre les uns des autres, et à comparer les pratiques optimales de manière à ce que les solutions mises au point dans un pays ou une région puissent être adaptées et appliquées ailleurs.
- * **L'OCDE concourt à la réalisation d'examens par les pairs entre les pays**, à un suivi régulier des progrès réalisés, à l'échange de renseignements et d'expériences, au recueil des pratiques optimales et à l'élaboration d'outils d'autoévaluation. Elle concourt également à des programmes de réforme source de résultats pour les populations.
- * **L'OCDE revoit régulièrement ses propres outils**, analyses et normes pour garantir qu'ils restent adaptés à leur objectif et préserver leur pertinence et leur impact.

L'OCDE de 50 à 60 ans : une décennie de transformation



Le monde a profondément changé depuis la signature de la Convention de l'OCDE il y a soixante ans, et l'OCDE a changé avec lui. Notre objectif d'aider les pouvoirs publics à concevoir et mettre en œuvre des politiques meilleures afin d'améliorer la qualité de vie de tous n'a lui, en revanche, pas changé.

La raison d'être de l'OCDE est son rôle de pionnier, de conseiller stratégique et de fixateur de normes à l'échelle mondiale. Un « laboratoire d'action ». C'est en nous appuyant sur nos valeurs fondamentales que sont l'objectivité, l'ouverture, l'audace et l'intégrité que nous remplissons ce rôle. Au cours des 60 dernières années, l'OCDE a servi de catalyseur de changement dans de nombreux aspects de la

politique publique. Nous encourageons les débats, livrons des données concrètes et favorisons une compréhension commune des enjeux mondiaux cruciaux. Nos analyses et nos recommandations sur les politiques à mener sont indépendantes et reposent sur des données factuelles, accomplissant ainsi un travail précieux pour nos pays Membres et Partenaires.

Ces dix dernières années ont été une décennie de transformation pour l'OCDE. En s'appuyant sur ses atouts fondamentaux et sur « L'Agenda 21 pour 21: un projet pour consolider et poursuivre la transformation de l'OCDE », l'Organisation a élargi son rayonnement, sa pertinence et son impact. Huit nouveaux pays ont rejoint l'Organisation et plusieurs initiatives phares ont vu le jour afin de faire progresser des programmes d'action importants, telles que les Nouvelles approches face aux défis économiques et l'Initiative pour la croissance inclusive. L'Organisation a gagné en dynamisme et en agilité, apportant à ses Membres et Partenaires les statistiques, les données concrètes, les politiques et les outils dont ils ont besoin pour bâtir des économies et des sociétés plus fortes, plus vertes, plus résilientes et plus inclusives.

Plus particulièrement, l'OCDE consolide depuis 2010 sept piliers qui la rendent unique au sein du système multilatéral et sont la clé de sa réussite sur la durée:

- **Nous nous sommes efforcés de placer les individus au centre de l'élaboration des politiques**, et de soutenir une croissance inclusive et durable, source d'un plus grand bien-être.
- **De par nos normes internationales**, nous avons placé la barre encore plus haut dans la quasi-totalité des sphères de l'action publique aux échelons nationaux et international.
- **Nous avons permis à l'OCDE de conserver sa longueur d'avance** au moyen de nouvelles initiatives, en renforçant notre pluridisciplinarité et en abordant les défis qui se font jour au niveau de l'action publique en éliminant les silos.
- **Nous avons soutenu les initiatives de réformes nationales en adoptant une approche par pays** afin d'aider nos Membres à améliorer le calendrier, l'enchaînement et l'impact des réformes nationales, notamment en fournissant des éléments de référence, en publiant plus de 500 rapports phares et 5 milliards de points de données par an.
- **Nous avons renforcé le rayonnement et la pertinence de l'Organisation à l'échelon mondial** en accueillant de nouveaux Membres, en lançant plusieurs processus d'adhésion et en accroissant notre collaboration avec les économies émergentes et en développement, notamment par le biais des Programmes régionaux et des Programmes-pays.



La raison d'être de l'OCDE est son rôle de pionnier, de conseiller stratégique et de fixateur de normes à l'échelle mondiale. Un « laboratoire d'action ».



Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

- **Nous avons soutenu la gouvernance mondiale** afin de nous attaquer à des défis communs en fournissant un appui analytique et politique au G20 et au G7, et en consolidant nos liens avec des enceintes internationales telles que les Nations Unies et d'autres organisations internationales.
- **Nous avons élargi notre engagement aux côtés d'un large éventail de parties prenantes**, notamment dans le cadre d'une collaboration directe avec les entreprises, les fondations et les dirigeants de la société civile.

Ce sont ces objectifs qui guident notre réflexion de manière constante, afin de rester au fait des défis mondiaux, d'adapter et de transformer nos travaux et de veiller ainsi à préserver leur pertinence et leur impact. Que ce soit en raison des séquelles persistantes de la crise financière internationale de 2008, de la crise liée au COVID-19 et de ses répercussions économiques et sociales sans précédent dans le monde entier, notre 60e anniversaire a lieu à un moment crucial. La coopération internationale et le multilatéralisme, les valeurs qui sont au cœur de la mission de l'OCDE telle que définie dans notre Convention de 1960, sont aujourd'hui plus nécessaires que jamais.

Les anniversaires ne sont pas seulement des occasions de réfléchir aux enseignements tirés et aux réalisations accomplies, ils nous invitent également à regarder vers l'avenir et à prendre la mesure de notre capacité à comprendre les évolutions à l'œuvre et à remplir notre rôle dans les années à venir. Il y a soixante ans, nos fondateurs étaient convaincus du bien-fondé indispensable de la coopération pour mettre en place des « relations pacifiques et harmonieuses entre les peuples ». Les enjeux mondiaux actuels, du changement climatique, des pandémies, des inégalités et des migrations, à la fraude et l'évasion fiscales internationales, la corruption et la domination du marché ainsi que le ralentissement de la croissance économique mondiale, requièrent des solutions d'ampleur mondiale. Nous sommes également confrontés à des mégatendances et des transformations sociétales telles que l'avènement des technologies numériques, qui offrent de vastes perspectives.

L'OCDE continuera à jouer un rôle clé en aidant les pays à se saisir des opportunités créées par ces transformations si importantes. Dans un monde interconnecté et caractérisé par l'interdépendance, la coopération internationale est la clé de la réussite. L'OCDE est aujourd'hui bien équipée pour favoriser l'émergence d'une nouvelle ère de coopération où la notion de responsabilité mondiale trouve une nouvelle place. Dans les efforts que nous déployons à cette fin, nous resterons fidèles à l'esprit de nos fondateurs, et continuerons à placer le bien-être des citoyens au centre de nos préoccupations afin de concevoir, de développer et de mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure.

Angel Gurría

Secrétaire général, OCDE

Placer les individus et 01 — la planète au cœur de l'action publique

Au cours des dix dernières années, l'OCDE a adopté une approche centrée sur l'humain, qu'incarne son slogan « Des politiques meilleures pour une vie meilleure », et s'est dédiée à l'instauration d'une croissance inclusive et durable qui soit porteuse d'une amélioration du bien-être. Ces travaux sont également au cœur de la réponse stratégique de l'OCDE à la pandémie de COVID-19.

Ses travaux horizontaux sur la croissance inclusive, la productivité, le bien-être et la durabilité ont posé les jalons d'une solide logique de croissance centrée sur l'humain permettant de mieux étayer la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

L'Organisation est parvenue à mieux intégrer les aspects de productivité, d'inclusivité et de durabilité dans ses

analyses, notamment en plaçant les questions du bien-être, des disparités de revenu et de l'inégalité des chances aux premiers rangs des priorités internationales, et en démontrant, éléments factuels à l'appui, que des politiques économiques plus axées sur les problématiques sociales et environnementales peuvent se traduire par une plus grande prospérité pour tous.



Travaux relatifs aux inégalités et à la croissance inclusive

L'OCDE analyse l'évolution des inégalités et de la pauvreté dans les économies avancées aussi bien qu'émergentes. Elle étudie les principaux facteurs de creusement des inégalités, comme la mondialisation, les progrès technologiques favorisant la main-d'œuvre qualifiée et l'évolution des approches nationales au regard de l'action publique. Elle évalue l'efficacité et l'efficacité d'un large éventail de politiques, notamment dans les domaines de l'éducation, du marché du travail et des politiques sociales, au service de la lutte contre la pauvreté, du soutien aux groupes vulnérables et de la promotion d'une croissance plus inclusive.

Principaux rapports:

<p>2011</p> <p>Divided We Stand How Inequality Threatens Prosperity</p> <p>Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent</p>	<p>2015</p> <p>All on Board Making Inclusive Growth Happen</p> <p>All on Board: Making Inclusive Growth Happen</p>	<p>2015</p> <p>In It Together Why Less Inequality Benefits All</p> <p>Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous</p>	<p>2018</p> <p>Development Co-operation Report 2018 Promoting Inclusive Growth and Well-being</p> <p>Coopération pour le développement 2018 : Agir ensemble pour n'oublier personne</p>	<p>2018</p> <p>A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility</p> <p>L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale</p>
<p>2018</p> <p>Opportunities for All A Framework for Policy Action on Inclusive Growth</p> <p>Opportunities for all: A Framework for Policy Action on Inclusive Growth</p>	<p>2018</p> <p>Beyond GDP Measuring What Counts for Economic and Social Performance</p> <p>Beyond GDP: Measuring What Counts for Economic and Social Performance</p>	<p>2018</p> <p>The Productivity-Inclusiveness Nexus</p> <p>The Productivity-Inclusiveness Nexus</p>	<p>2019</p> <p>Under Pressure: The Squeezed Middle Class</p> <p>Sous pression : la classe moyenne en perte de vitesse</p>	<p>2019</p> <p>Changing the Odds for Vulnerable Children Building Opportunities and Resilience</p> <p>Changing the Odds for Vulnerable Children: Building Opportunities and Resilience</p>



Travaux sur le bien-être

- * **WISE** - En 2020, le **Centre pour le bien-être, l'inclusion, le développement durable et l'égalité des chances (WISE)** a été créé. WISE, qui intègre systématiquement les cadres relatifs au bien-être et à la croissance inclusive et traduit les travaux sur les inégalités, le bien-être des enfants et le développement durable en politiques efficaces au sein de l'Organisation, est le dernier exemple en date des approches holistiques et innovantes de l'OCDE face à des problématiques complexes.
- * **L'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE** permet aux utilisateurs d'explorer les multiples dimensions qui déterminent leur qualité de vie et de donner leur avis sur les éléments qui font selon eux que « l'on vit bien », par le biais de la création de leur propre indice. Depuis 2010, la plateforme a rassemblé plus de 170 000 indicateurs et reçu plus de 12 millions de visites du monde entier.



Travaux sur l'emploi, le dialogue social et les migrations

La Stratégie pour l'emploi de 2018 ne se contente pas de promouvoir des emplois plus nombreux, elle fait de la qualité et de l'inclusivité de l'emploi des priorités essentielles.

Au nombre des autres publications clés figurent:



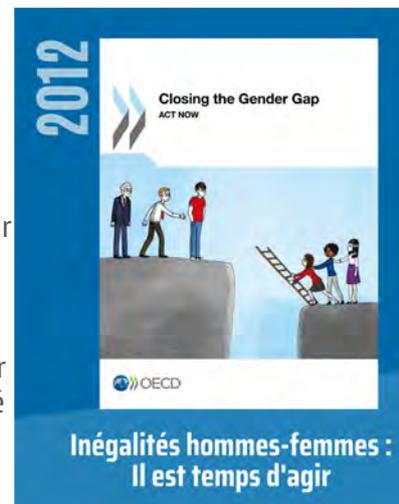
Travaux sur la santé

- * "Making Mental Health Count", juillet 2014
- * "The Heavy Burden of Obesity", octobre 2019
- * "Who Cares? - Attracting and Retaining Care Workers for the Elderly", juin 2020
- * "Health in the 21st Century", novembre 2019
- * PaRIS: Lors de la Réunion ministérielle sur la santé organisée par l'OCDE en 2017, les Ministres ont engagé l'Organisation à élaborer sur la base de données probantes un cadre permettant d'analyser les systèmes de soins axés sur la personne et à entreprendre des Enquêtes sur les indicateurs rapportés par les patients (PaRIS), qui fourniront un premier ensemble de données permettant d'établir des comparaisons internationales sur les résultats des soins et le vécu des patients.



Travaux sur l'égalité femmes-hommes

- * L'OCDE a joué un rôle pilote dans la promotion de politiques en faveur de l'égalité femmes-hommes, notamment en illustrant le coût des inégalités, en œuvrant en faveur de ce programme d'action au sein du G20, et également par la création du W20, et en collaborant avec les pays pour les aider à réformer leurs législations et à mettre en œuvre des politiques en faveur de l'égalité des sexes. L'Initiative pour la parité de l'OCDE a permis d'élaborer des données et des recommandations d'action pour éliminer les inégalités entre les sexes (voir le rapport "**Inégalités hommes-femmes - Il est temps d'agir**"), et a débouché sur l'adoption des Recommandations du Conseil de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes. Il a été rendu compte des progrès accomplis au regard de ces recommandations dans les publications intitulées "**The Pursuit of Gender Equality**" et "**Fast Forward to Gender Equality**". Depuis, l'égalité femmes-hommes a été intégrée à plusieurs domaines d'action (gouvernance, environnement, fiscalité, transformation numérique, commerce, etc.), faisant de l'OCDE une référence en la matière.
- * Créé en 2009, l'Indice "**Institutions sociales et égalité femmes-hommes**" (SIGI) est une mesure internationale des discriminations dont les institutions sociales (lois, normes et pratiques sociales, officielles et officieuses) de 180 pays sont porteuses à l'égard des femmes. L'indice SIGI sert au suivi de l'état d'avancement de la réalisation de l'ODD 5.1.1 (« Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes et de non-discrimination fondée sur le sexe »).



Travaux sur l'éducation et les compétences

- * Le **Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves** (PISA) est le premier ensemble de critères au monde permettant de mesurer la capacité des élèves de 15 ans d'utiliser leurs connaissances et compétences en lecture, mathématique et sciences pour relever des défis inspirés de la vie réelle. Il joue également un rôle essentiel à l'appui des réformes de l'éducation dans le monde entier. Le dernier cycle, effectué en 2018, a porté sur environ 80 pays/économies, dont 42 non-Membres. Par ailleurs, 9 pays supplémentaires ont participé au programme PISA pour le développement. Le PISA a été ajouté au cadre mondial d'indicateurs des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies utilisé pour suivre les progrès accomplis en vue de la réalisation de l'ODD sur l'éducation d'ici à 2030. Le projet PISA innovatif rassemble des données factuelles sur les compétences mondiales et les compétences émergentes pour le 21^e siècle, telles que la collaboration, la pensée créative et l'apprentissage dans l'univers numérique. L'OCDE progresse également dans ses travaux sur l'éducation et les soins à la petite enfance.
- * Ces dix dernières années ont également vu la création de **l'Enquête internationale de l'OCDE sur l'enseignement et l'apprentissage** (TALIS) qui est devenue le baromètre mondial de la profession enseignante. Elle rassemble aujourd'hui près de 50 pays de tous les continents.
- * Le **Centre de l'OCDE pour les compétences**, créé en 2018, aide les pays à obtenir de meilleurs résultats sur le plan économique et social en adoptant une perspective englobant l'ensemble des administrations et en collaborant avec les parties prenantes pour élaborer et mettre en œuvre des politiques plus efficaces en faveur de l'amélioration des compétences. Au cours de la dernière décennie, l'OCDE a également renforcé le **Programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes** (PIAAC) qui procède à l'Évaluation des compétences des adultes dans plus de 40 pays afin de mesurer les principales compétences cognitives et professionnelles dont les individus ont besoin pour participer à la société et les économies pour prospérer. Les examens menés dans le cadre du rapport intitulé Obtenir les bonnes compétences aident également les pays à instaurer des systèmes inclusifs de formation des adultes.



Travaux sur l'environnement

- * **"Accélérer l'action pour le climat"** - Remettre le bien-être des personnes au centre des politiques publiques » analyse les synergies et les arbitrages à opérer entre l'atténuation du changement climatique et des objectifs plus généraux tels que la santé, l'éducation, l'emploi, ainsi que, plus largement, la qualité de l'environnement et les ressources nécessaires à notre subsistance au fil du temps. Le document intitulé **"Addressing the social consequences of tariffs for water supply and sanitation"** étudie les meilleures solutions pour veiller à ce que la fourniture de l'eau atteigne les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables sans nuire à l'accès à d'autres biens essentiels.
- * Le rapport intitulé **"Aligning Development Co-operation and Climate Action"** décrit les changements auxquels les apporteurs de coopération pour le développement peuvent procéder dans leur pays, dans les pays en développement et dans le système international de la coopération pour le développement favoriser l'instauration d'économies à faibles émissions et résilientes au climat, et les mesures qu'ils peuvent prendre pour éviter de soutenir des activités qui emprisonneront le monde dans un avenir non durable. Les travaux à l'appui des Petits États insulaires en développement et de l'océan, notamment le rapport **"Sustainable Ocean for All"** ont mis au jour les défis et les perspectives uniques auxquels font face les citoyens de ces pays.



Travaux sur le développement régional, rural et urbain

- * L'OCDE travaille à l'amélioration du bien-être et des niveaux de vie dans tous les types de régions, ainsi qu'à optimiser leur contribution aux performances nationales et à l'avènement de sociétés plus inclusives et résilientes. Les analyses quantitatives sont réalisées en s'appuyant sur les bases de données régionales et métropolitaines de l'OCDE, qui contiennent des statistiques et indicateurs régionaux pour les pays Membres de l'OCDE.



Travaux sur le développement durable

- * L'OCDE a œuvré aux côtés des Nations Unies pour assurer la réussite du **Programme de développement durable à l'horizon 2030**, en mettant à contribution ses connaissances existantes ainsi que ses outils et son expérience uniques, notamment via les Perspectives mondiales du développement durable, le Rapport Coopération pour le développement et le Soutien public total au développement durable. En 2016, les Ministres des pays de l'OCDE ont réaffirmé leur engagement à promouvoir la contribution de l'OCDE au Programme de développement durable à l'horizon 2030, et ont salué la préparation d'une réponse stratégique pour guider le soutien apporté par l'OCDE aux ODD. Le Plan d'action à l'appui des ODD définit les moyens utilisés par l'Organisation pour aider les Membres et la communauté internationale à atteindre les ODD.
- * L'OCDE a également mis au point le **Programme sur une approche territoriale des ODD**, dont l'objectif ambitieux est d'aider les villes et les régions à définir, mettre en œuvre et suivre des stratégies pour atteindre les ODD.

02 — Mettre la barre plus haut au moyen de normes internationales

L'OCDE s'emploie à « mettre la barre plus haut » dans la quasi-totalité des sphères de l'action publique, aux niveaux tant nationaux qu'international, à travers son corpus de normes, de statistiques et d'analyses de référence fondées sur des éléments factuels, ses plateformes de dialogue et le soutien qu'elle apporte aux réformes.

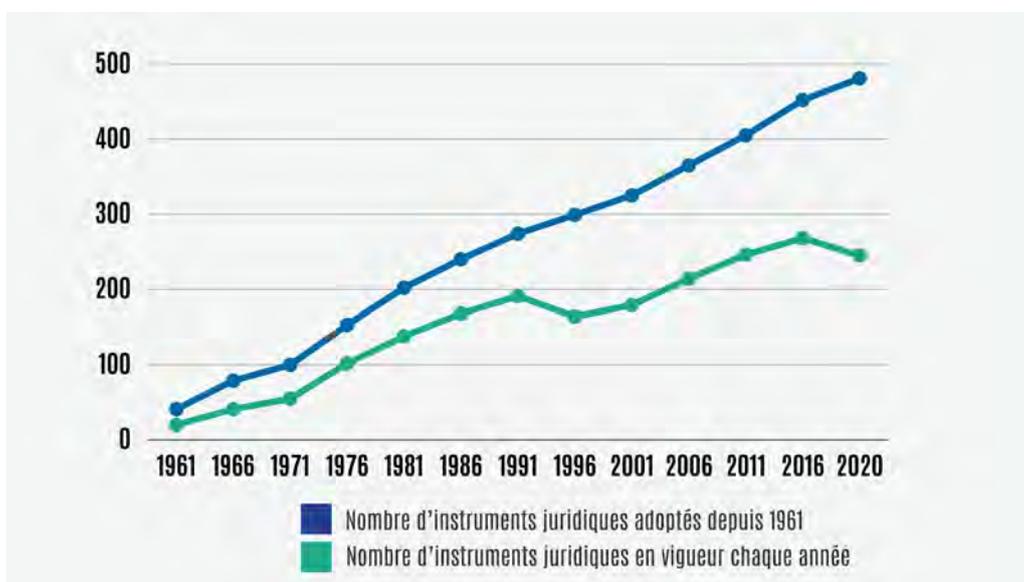
Les normes internationales sont essentielles pour trouver des solutions communes aux enjeux transnationaux, instaurer des règles du jeu équitables à l'échelle mondiale, et promouvoir les bonnes pratiques dans tous les domaines de l'action publique. C'est pour cette raison que les normes sont au cœur de la mission de l'OCDE consistant à veiller à l'instauration de politiques meilleures pour une vie meilleure.

L'OCDE est depuis toujours une instance majeure d'établissement des normes internationales, puisqu'elle a élaboré plus de 450 instruments juridiques depuis sa création en 1961. Aujourd'hui, plus de 240 instruments sont en vigueur, dont certains ont trait à de multiples domaines sectoriels. Ces normes, qui portent sur divers domaines de l'action publique, sont au cœur de la mission que poursuit l'OCDE de promouvoir des valeurs partagées, des bonnes politiques et pratiques dans les instances nationales et internationales,

et des marchés bien gouvernés. Un grand nombre d'entre elles ont un impact bien au-delà des Membres de l'OCDE, et de nouveaux pays y ont adhéré dans le cadre de la collaboration avec des enceintes mondiales comme le G20. Les normes de l'OCDE contribuent à accroître la coopération technique internationale et concourent à la réalisation, à l'échelon national, d'objectifs stratégiques communs, mais aussi d'économies substantielles.

Les normes internationales de l'Organisation demeurent la clé de voûte des efforts que nous déployons pour favoriser un multilatéralisme responsable, efficace et inclusif. Bien que la majorité des normes de l'OCDE ne soient pas juridiquement contraignantes, l'engagement politique à l'égard de leur mise en œuvre, conjugué aux mécanismes exemplaires d'examen par les pairs de l'OCDE et à d'autres outils visant à en favoriser la diffusion et le respect, assure leur pertinence et leur impact.

Evolution du nombre d'instruments juridiques de l'OCDE



En 2016, le Secrétaire général a lancé une vaste entreprise pluriannuelle visant à réexaminer le maintien de la pertinence et de l'impact des instruments juridiques de l'Organisation et à cerner les domaines dans lesquels des instruments nouveaux ou révisés pourraient être nécessaires. Il s'agit là de l'un des exercices les plus fructueux et les plus ambitieux menés par l'OCDE aujourd'hui. Il associe la totalité des comités et est déterminant pour donner corps à l'OCDE de demain.

EXEMPLES D'ÉCONOMIES ET D'AVANTAGES LIÉS AUX NORMES DE L'OCDE



La **Recommandation de l'OCDE sur l'intelligence artificielle (2019)** est la première norme internationale adoptée par les pouvoirs publics en vue de définir une approche centrée sur l'humain pour favoriser une intelligence artificielle (IA) digne de confiance. Les Principes sur l'IA ont en outre étayé les **Recommandations de l'OCDE sur l'innovation responsable dans les neurotechnologies**.



Le **système de l'OCDE relatif à l'acceptation mutuelle des données (révisé en 1997)** fait économiser plus de **309 millions EUR** chaque année aux gouvernements et à l'industrie chimique. Les économies réelles sont plus élevées encore quand on prend en compte les produits pharmaceutiques, les additifs pour l'alimentation humaine et animale et les cosmétiques.



La mise en œuvre des **Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques (mise à jour en 2016)** contribue à résorber l'écart de productivité entre les entreprises publiques et les entreprises privées. À l'échelle de l'OCDE, les économies potentielles qu'elles pourraient générer s'élèvent à plus de **40 milliards EUR** par an.



Près de **730 millions EUR** d'économies annuelles sont réalisées par les contribuables américains grâce à l'**Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation (1978, régulièrement mis à jour)**, qui réduit les coûts et établit des règles du jeu identiques pour tous. Les avantages seraient du même ordre de grandeur pour d'autres exportateurs des pays membres de l'OCDE.



La mise en œuvre des mesures prévues par le projet sur l'**érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) (plan d'action adopté par les dirigeants du G20 en 2013)** dans plus de 135 pays contribue à lutter contre la fraude fiscale qui coûte aux États entre **91 et 218 milliards EUR** par an. Par ailleurs, **102 milliards EUR** de recettes fiscales supplémentaires ont été identifiées fin 2019 grâce à l'**échange automatique de renseignements (2014)**, dans le cadre de programmes de déclaration spontanée et d'initiatives similaires, ainsi qu'au moyen d'enquêtes fiscales extraterritoriales.



Au moins **16 milliards EUR** de sanctions ont été imposées par les parties à la **Convention anticorruption de l'OCDE** à la faveur des mesures de répression de la corruption transnationale appliquées entre 1999, l'année d'entrée en vigueur de la Convention, et 2019, sans compter les sanctions monétaires liées à des infractions telles que les faux en écritures comptables ou le blanchiment de capitaux faisant intervenir la corruption transnationale comme infraction principale.

Pertinence des instruments juridiques existants de l'OCDE au regard de la réponse face à la crise due au COVID-19 et aux mesures à prendre pour s'en relever

SÉCURITÉ NUMÉRIQUE



La pandémie de COVID-19 a mis en évidence notre dépendance à l'égard de quelques activités critiques qui s'appuient de plus en plus sur le numérique, comme les télécommunications ou la santé. La **Recommandation de 2019 sur la sécurité numérique des activités critiques** définit des orientations quant au renforcement de la sécurité numérique des opérateurs en charge de ces activités, sans imposer de charge inutile sur les autres acteurs, notamment au moyen de la coopération internationale.

ÉPARGNE-RETRAITE



La pandémie de COVID-19, les mesures de confinement prises pour y faire face et la crise économique qui s'en est suivie ont des conséquences sur l'épargne-retraite, qui pourraient entraîner une baisse des revenus de retraite à l'avenir et d'importants dysfonctionnements sur le marché. La **Recommandation sur les principes fondamentaux de réglementation des pensions privées** peut aider les États à renforcer la résilience de leur économie au sortir de la crise.

GESTION DE CRISE ENTRE LES DIFFÉRENTS NIVEAUX D'ADMINISTRATION



L'investissement public est un moteur essentiel au redressement de l'économie après la crise du COVID-19. Or, dans les pays Membres de l'OCDE, près de 60 % de l'investissement public relève des autorités régionales et locales. La **Recommandation sur l'investissement public efficace entre niveaux de gouvernements** peut aider les communes, les régions et, en dernier ressort, les pays, à optimiser le rendement des investissements publics, à l'appui d'une reprise forte et durable.

GOVERNANCE DES DONNÉES DE SANTÉ



La crise du COVID-19 a mis au jour des lacunes dans les données auxquelles il convient de remédier afin d'améliorer la santé de tous. Pourtant, l'utilisation des données de santé aux fins du suivi et du traçage soulève des inquiétudes quant à la protection de la vie privée. La **Recommandation sur la gouvernance des données de santé** définit un cadre de gouvernance afin d'encourager la diffusion et le traitement des données de santé à l'intérieur des pays et entre ces derniers tout en limitant les risques relatifs à la protection de la vie privée et à la sécurité.

03 — Garder une longueur d'avance

La singularité de l'OCDE tient à son mandat, qui couvre la quasi-totalité des domaines de l'action publique et qui lui permet d'élaborer des réponses de vaste portée et à l'échelle de l'ensemble du gouvernement pour faire face à des défis complexes.

Au cours de la dernière décennie, l'Organisation a cultivé cette spécificité en renforçant encore sa pluridisciplinarité à travers diverses initiatives. Plusieurs projets horizontaux tels que ceux sur le logement et la résilience climatique, ont contribué à décloisonner les travaux afin d'apporter des réponses à des problèmes transversaux, qu'il s'agisse de la croissance inclusive, de la transition vers une économie à faible teneur en carbone, du vieillissement démographique, de l'innovation et de la transformation numérique, des infrastructures durables ou encore du logement. Dans le cadre de certains de ces projets, l'OCDE a également renforcé sa collaboration avec les organisations qui lui sont rattachées (l'Agence internationale de l'énergie, le Forum international des transports et l'Agence pour l'énergie nucléaire).

Aujourd'hui, l'OCDE est une institution moderne et mise à niveau, qui aide la communauté internationale à engager des actions éclairées face aux défis transversaux et interdépendants auxquels elle est confrontée. L'année 2020 a montré l'OCDE dans ce qu'elle est de mieux. L'OCDE est aux premières lignes de la réponse à la crise du COVID-19 à l'échelle mondiale. L'OCDE devant son existence au Plan Marshall, la reconstruction, une vision tournée vers l'avenir, une ambition centrée sur l'individu et une conception profondément ancrée de sa mission et du multilatéralisme sont autant d'éléments qui font partie intégrante de son ADN.

Alors qu'elle célèbre son 60e anniversaire, elle est, et restera, une entité promotrice et spécialiste des approches innovantes propres à aider les pays à atteindre des politiques meilleures pour une vie meilleure.



Présentation de "Systemic Thinking for Policy Making", 27 février 2020

Initiatives horizontales —



Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC)

Créée dans le cadre de la réponse face à la crise financière mondiale de 2008, l'initiative **NAEC** est devenue une plateforme centrale de coordination de la nouvelle pensée économique et de l'action mondiale, en prônant davantage de réalisme comportemental et institutionnel, en adaptant et en modifiant les cadres traditionnels afin d'intégrer des dimensions financières, sociales et environnementales, et en modernisant ses outils et techniques d'analyse.

NAEC rassemble un réseau de chercheurs de l'ensemble de l'OCDE et de partenaires externes de la sphère universitaire, des administrations des pays Membres et du secteur privé, qui s'emploie à élaborer de nouvelles approches face aux défis économiques et aux problèmes sociaux, en mettant l'accent sur la pluridisciplinarité et en tirant parti d'un large éventail de disciplines. L'initiative NAEC a également mis au point un **cadre de résilience** afin d'aider les communautés d'action à se préparer aux chocs, à les absorber, à s'y adapter et à s'en relever. En outre, le rapport du Groupe consultatif du Secrétaire général, **Au-delà de la croissance : Vers une nouvelle approche économique**, conçoit un nouvel ensemble d'objectifs et de mesures du progrès économique et social, de nouveaux cadres d'analyse économique et de nouvelles formes de politiques publiques.

Prospective stratégique

La poursuite du renforcement et de l'intégration de notre capacité de prospective stratégique dans les centres de gouvernement et dans les domaines de l'action publique confrontés à une évolution rapide de la situation et à une forte incertitude demeure également cruciale.

La **Communauté de prospective publique** de l'OCDE est une initiative mondiale qui rassemble plus de cent experts de renom de la prospective, provenant d'administrations et d'organisations internationales du monde entier, et sert à mettre en commun les pratiques optimales, à renforcer les capacités et à promouvoir la collaboration sur des priorités communes en matière de prospective.



Données et méthodologies intelligentes

Adopter les données intelligentes : Garder une longueur d'avance nécessite de produire de nouvelles données factuelles et statistiques plus actualisées, plus granulaires et plus transversales tout en maintenant des normes de qualité. Cette exigence est fondamentale pour soutenir l'analyse et l'action publique et représenter pour le public une source fiable de données. La **Stratégie de l'OCDE en matière de données intelligentes** a été lancée en 2018 pour moderniser les capacités en matière de données et pour mettre à profit les nouvelles sources et techniques, en partenariat avec les Membres et des organisations internationales.



Initiatives thématiques —

Travaux sur l'avènement des technologies numériques

Dans le cadre de son projet horizontal **Vers le numérique**, lancé en 2017, l'OCDE développe une approche globale et pluridisciplinaire en vue de favoriser une croissance plus vigoureuse et plus inclusive grâce à la révolution numérique. En mai 2019, l'OCDE a adopté sa **Recommandation sur l'intelligence artificielle** (IA), la toute première norme internationale en faveur de l'adoption d'une approche responsable au service d'une IA digne de confiance.



L' **Observatoire OCDE des politiques relatives à l'IA**, lancé en février 2020 avec le concours du groupe d'experts ONE AI, composé de membres divers tels que des représentants des administrations, de la société civile, du secteur privé, des syndicats, de la communauté technique et de la sphère universitaire, a pour objectif d'aider les responsables de l'action publique à mettre en œuvre la Recommandation sur l'IA. En 2020, l'OCDE a également lancé un projet sur le travail, l'innovation, la productivité et les compétences (AI-WIPS), chargé de livrer de nouvelles analyses et mesures approfondies, d'instaurer un dialogue international et de produire des évaluations concrètes de l'impact de l'IA sur les marchés du travail et la société.

Travaux sur le climat

Depuis plusieurs années, l'OCDE joue un rôle actif dans la conception d'initiatives majeures de portée mondiale, notamment sur le changement climatique, la biodiversité et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le **Groupe d'experts OCDE/AIE sur le changement climatique** (CCXG) (créé en 2005) est un forum dédié à la promotion du dialogue et du renforcement de la compréhension sur les aspects techniques des négociations internationales relatives au changement climatique, ainsi que sur les enseignements dégagés de la mise en œuvre des politiques climatiques.

Le **CCXG** contribue depuis longtemps, sur le volet technique, aux négociations de la CCNUCC, ce qui s'est traduit en des résultats concrets, notamment dans le cadre de l'Accord de Paris et de sa mise en œuvre. Les analyses de l'OCDE ont alimenté les négociations ayant abouti à l'Accord de Paris de 2015. Depuis 2015, l'OCDE évalue les progrès accomplis par les pays développés en direction de l'objectif fixé au titre de la CCNUCC de mobiliser 100 milliards USD de financement climatique par an pour les pays en développement d'ici 2020.

Travaux sur l'eau

En suivant une approche décloisonnée et en partenariat avec diverses institutions, l'OCDE a lancé l'**Initiative sur la gouvernance de l'eau** en 2012 afin de coordonner les débats mondiaux sur cette thématique. La **Table ronde sur le financement de l'eau**, mise en place en 2017, est devenue l'enceinte mondiale au sein de laquelle les communautés de l'eau et du financement se réunissent et œuvrent à la conception d'un environnement favorable aux investissements liés à l'eau, conformément à l'ambition énoncée dans les ODD consacrés à l'eau, à l'alimentation et à la transformation des villes en lieux agréables à vivre.

Travaux sur la fiscalité

Le rapport de l'OCDE intitulé "**Les réponses de politiques fiscale et budgétaire à la crise du coronavirus**" a été présenté aux ministres des Finances et aux gouverneurs des banques centrales des pays du G20 en avril 2020 ; il répertorie les 700 mesures d'urgence prises au titre des politiques fiscale et budgétaire pour faire face à la pandémie de COVID-19, aider les entreprises à se maintenir à flot, soutenir les ménages et préserver l'emploi pendant la crise.

Travaux sur les échanges en valeur ajoutée

La base de données sur les **échanges en valeur ajoutée** (TiVA), développée par l'OCDE, a livré des éléments d'information nouveaux sur les relations commerciales entre les nations au cours de la dernière décennie. Alors que l'interconnexion entre les économies ne cesse de croître, les responsables de l'action publique ont besoin d'informations sur les flux de biens et de services au sein des chaînes de production mondiales. Avec un champ d'application couvrant 64 économies et 36 secteurs industriels, et des analyses s'étendant à l'emploi dans les chaînes de valeur mondiales, au contenu en émissions de CO2 des échanges internationaux et au travail des enfants, la base de données TiVA concourt à une action publique plus robuste, fondée sur des éléments factuels, et illustre le rôle de leader joué par l'OCDE dans le domaine des données.

Travaux sur la gouvernance

L'OCDE a conservé une longueur d'avance en gouvernance publique et politique réglementaire. Par le biais de son

Observatoire de l'innovation dans le secteur public (OPSI), l'OCDE recueille et partage des exemples d'innovation dans le secteur public dans le monde entier, mène des recherches de pointe afin de faire progresser et d'affiner la réflexion sur l'innovation, et étudie les moyens de rendre le secteur public encore plus innovant. L'Organisation prône également l'application des enseignements de l'économie comportementale, par exemple pour améliorer l'efficacité des réglementations. Lors de la Réunion ministérielle de 2019, les pays Membres et Partenaires sont convenus d'adhérer à la Déclaration de l'OCDE sur l'innovation dans le secteur public. S'agissant des travaux sur la résilience, la Recommandation de l'OCDE sur la gouvernance des risques critiques, approuvée par les Ministres en 2014, favorise l'adaptabilité dans la gestion des crises.



Observatory of
Public Sector Innovation

Travaux sur la finance durable

Au cours de la décennie écoulée, l'OCDE a travaillé avec des partenaires de l'OCDE, du secteur privé, des Nations Unies, de la Banque mondiale et d'autres organisations afin de faire progresser l'investissement à impact social et les normes d'impact, le financement mixte (notamment par le biais de la THK Blended Finance Roadmap avec l'Indonésie), et le **SDG Financing Lab**, qui a recours à l'intelligence artificielle pour assurer le suivi des financements mondiaux à l'appui des secteurs des ODD.

Travaux sur la conduite responsable des entreprises

Les enjeux liés aux entreprises et les droits de l'homme s'imposent comme une priorité à travers le monde. La mise en œuvre des **normes de conduite responsable des entreprises**, au moyen des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, dans toutes les activités et les chaînes d'approvisionnement des entreprises, peuvent les aider à obtenir et à conserver leur autorisation sociale d'exercice. Le **Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour la conduite responsable des entreprises** (2018) offre aux entreprises une aide concrète à la mise en œuvre des Principes directeurs en expliquant en termes simples les recommandations relatives au devoir de diligence et les dispositions correspondantes.

Travaux sur l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes

En 2017, l'OCDE a créé le **Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes**, afin d'intégrer pleinement l'importance des interdépendances entre les individus, les régions et les entreprises dans l'action publique, et de promouvoir une croissance économique durable, inclusive et résiliente, ainsi que le bien-être des populations. En plaçant la gouvernance à plusieurs niveaux au cœur de ses travaux, en ayant recours à une profusion de données granulaires, et en mettant à profit son rôle unique dans la mise en relation entre les principales parties prenantes, les administrations nationales et infranationales, les acteurs et les entreprises locaux, le Centre renforce l'efficacité de l'action publique et aide les pays à adopter une approche à la fois nationale et locale.

04 Soutenir la mise en œuvre des priorités de réforme nationales

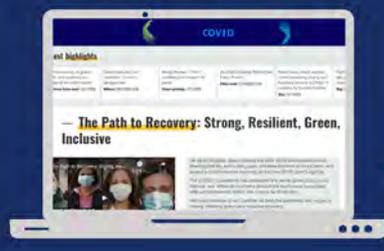
En s'appuyant sur des analyses comparatives factuelles des politiques publiques, les efforts déployés par l'OCDE pour adopter une « approche par pays » ces dix dernières années ont aidé ses pays Membres à améliorer le calendrier, l'enchaînement et l'impact des réformes nationales, grâce à une approche mobilisant l'ensemble des administrations et prenant en compte les synergies et les effets d'entraînement entre secteurs.

L'OCDE a considérablement renforcé son dispositif de soutien aux réformes grâce à différents instruments tels que des boîtes à outils, des examens par pays, des brochures de la série « Politiques meilleures », une mesure de l'impact des réformes ou encore des dialogues à haut niveau avec les responsables de l'action publique. La demande de conseils ciblés et opportuns sur les politiques à suivre augmente régulièrement au fil des ans et les travaux menés dans ce domaine

ont encore gagné en pertinence dans le contexte de la crise liée au COVID-19.

Les Perspectives Economiques de l'OCDE sont des révisions périodiques des économies membres et non-membres. Chaque rapport de perspectives économiques offre une analyse compréhensive des développements économiques, y compris des chapitres sur les principaux défis économiques et recommandations de politiques publiques pour faire face à ces défis.

PLATEFORME DE L'OCDE CONSACRÉE À LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS (COVID-19) : PLACER L'HUMAIN AU CENTRE DE LA RÉPONSE À LA PANDEMIE



La plateforme virtuelle dédiée au COVID-19 est le dernier exemple du soutien continu apporté par l'OCDE aux pays face à la crise du COVID-19, et du concours qu'elle prête aux efforts déployés à l'appui d'une économie plus forte, plus résiliente, plus verte et plus inclusive.

Plus de 270 notes de synthèse

Plus de 1.5 million de visiteurs uniques

Un outil de suivi des politiques par pays collecte les informations générales et répertorie les mesures et pratiques exemplaires adoptées par les pays en réponse à la crise.

Ces dix dernières années, l'OCDE a accompagné des réformes et des stratégies de développement ambitieuses dans ses pays Membres et Partenaires, et a notamment noué une collaboration étroite avec l'UE, la Colombie et le Mexique

PROGRAMME DE RÉFORMES STRUCTURELLES DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



La collaboration de l'OCDE avec la Commission européenne en matière de réformes remonte à plusieurs dizaines d'années, mais elle a pris une forme plus structurée en 2019 lorsque les deux organisations ont travaillé ensemble sur **37 projets** dans **18 pays de l'UE**. En 2020, il y avait **47 projets** dans **22 pays de l'UE**, ce qui porte le **nombre total de projets à 85** au cours des deux dernières années. Cette collaboration a débouché sur des réformes concrètes : amélioration de l'intégration sur le marché du travail, renforcement des systèmes de marchés publics, simplification des formalités administratives, réformes environnementales et budgétaires, et développement de cadres pour l'économie circulaire, entre autres. Ces projets permettent aux pays de l'UE de s'appuyer sur les analyses et les orientations pointues de l'OCDE tout au long de leur processus de réforme. Ils ont en outre été l'occasion, pour l'OCDE, de travailler sur des réformes dans des pays non membres et, en particulier, d'apporter son concours aux trois pays européens en voie d'adhésion à l'OCDE.

COLOMBIE



En 2018, la Colombie et l'OCDE ont convenues de mettre au point un programme de coopération afin d'épauler la Colombie dans la mise en œuvre des recommandations de l'OCDE dans certains domaines clés, comme l'emploi et l'entrepreneuriat, la qualité des emplois, la lutte contre la corruption, les efforts de lutte contre la fraude fiscale, l'égalité femmes-hommes, la gouvernance stratégique ou encore la transformation numérique. Depuis peu, l'OCDE et la Colombie étudient la possibilité de renforcer encore leur collaboration afin de favoriser une reprise inclusive, résiliente et durable en Colombie, en élaborant et en mettant en œuvre des programmes d'action intégrés afin de relever les défis les plus urgents, notamment dans les domaines de la protection sociale, de la concurrence, de la productivité et de la gouvernance.

MEXIQUE



La coopération entre l'OCDE et le Mexique s'est renforcée pour atteindre un niveau sans précédent au cours des dix dernières années. L'accompagnement offert par l'OCDE au Mexique aux fins de l'élaboration, la promotion et la mise en œuvre de réformes structurelles a permis au pays d'agir dans certains secteurs clés, comme le marché du travail, la fiscalité, l'éducation, la concurrence, les télécommunications, la santé et la lutte contre la corruption. L'aide fournie par l'OCDE a en outre été déterminante pour améliorer la gouvernance publique, les formalités administratives, les procédures d'audit et les systèmes de marchés publics, tant au niveau national qu'à l'échelon local. L'OCDE épaulé également le gouvernement mexicain dans les efforts qu'il déploie pour lancer et mettre en œuvre des initiatives majeures au plan national s'agissant des compétences, de l'inclusion numérique et de l'égalité femmes-hommes, ainsi que du développement régional, rural et urbain.

L'appui aux réformes fourni par l'OCDE lui a permis d'agir avec plus d'efficacité pour promouvoir ses normes et bonnes pratiques et avoir un impact tangible sur les politiques nationales et, partant, sur la vie des citoyens. L'OCDE a mis à profit différents types d'analyses et d'outils à l'appui des efforts nationaux de réforme. Par exemple, en Grèce, l'examen d'évaluation de la concurrence de 2017 (Competition Assessment Review of Greece) a estimé qu'un assouplissement des restrictions dans les secteurs du commerce électronique, du commerce de gros, des services de construction, des médias, des produits pharmaceutiques et des produits chimiques aurait un impact économique positif de l'ordre de 414 millions EUR. Au Japon, plusieurs réformes ont été engagées en réponse aux recommandations formulées dans les études économiques de l'OCDE qui lui était consacrées, par exemple la création de 320 000 places supplémentaires dans les services d'accueil de jeunes enfants entre 2017 et 2022, l'introduction en juin 2018 d'un plafond du nombre d'heures supplémentaires, et la fixation d'un objectif visant à relever de 24 % la part des médicaments génériques entre 2017 et 2020. Au Mexique, les examens des secteurs des télécommunications et de l'audiovisuel ont conduit à des réformes ayant généré des gains de plusieurs milliards de dollars pour les consommateurs entre 2015 et 2017, une augmentation de 50 millions des abonnements haut débit et une baisse des prix de l'internet mobile et des appels de 70 %, ce qui les situe en-deçà de la moyenne de l'OCDE.

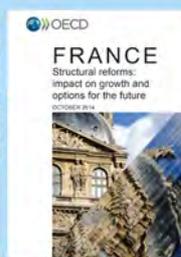
RÉUNIONS D'INFORMATION AU NIVEAU MINISTÉRIEL SUR LE COVID-19



Depuis le début de la crise, l'OCDE a organisé des dialogues ciblés sur les politiques mises en œuvre pour faire face à la pandémie de COVID-19 avec les dirigeants et les autorités gouvernementales de nombreux pays, notamment le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Italie, la Corée, le Pérou, la Slovénie et la Thaïlande.

APPUI AUX RÉFORMES DES POLITIQUES NATIONALES

Les examens par pays comparent les politiques des pays dans un domaine donné et formulent des recommandations d'action ciblées, ce qui favorise la convergence avec les bonnes pratiques, améliore la mise en œuvre des normes de l'OCDE, et aide les pouvoirs publics à susciter l'adhésion de leurs citoyens aux mesures concrètes de réforme.



SÉRIE « POLITIQUES MEILLEURES »

Fondés sur le savoir-faire de l'OCDE dans la comparaison des expériences nationales et le recensement des meilleures pratiques, les rapports de cette série adaptent les conseils stratégiques de l'OCDE aux priorités spécifiques et actuelles des pays Membres et des pays Partenaires, en mettant l'accent sur la manière dont les gouvernements peuvent faire aboutir leurs réformes.

Renforcer le rayonnement et la pertinence de l'organisation au niveau mondial

Face à une mondialisation et une interconnexion croissantes de nos économies, l'OCDE a fait de l'ouverture et de l'inclusivité des piliers de sa réussite et de sa pertinence à l'échelle internationale.

Depuis 2010, sept nouveaux Membres (Chili, Colombie, Estonie, Israël, Lettonie, Lituanie et Slovaquie) ont rejoint l'Organisation. En mai 2020, le Costa Rica a été officiellement invité à rejoindre l'OCDE, dans l'attente du dépôt de son instrument d'adhésion à la Convention relative à l'OCDE. En outre, six pays (Argentine, Brésil, Bulgarie, Croatie, Pérou et Roumanie) ont officiellement déposé une demande d'adhésion. Ces dix dernières années et sur la base des efforts des années précédentes, l'OCDE a aussi renforcé des canaux de communication uniques avec les économies émergentes – par le biais de travaux menés avec des instances mondiales, de ses relations avec les Partenaires clés (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Indonésie) et des programmes régionaux et par pays – qui ont facilité la diffusion de ses normes et bonnes pratiques à travers le monde. Au cours de cette période, parmi les Partenaires clés, la Chine a rejoint le Centre de développement de l'OCDE et le Brésil a déposé une demande d'adhésion à l'Organisation.

Les travaux de l'OCDE menés au cours des dix dernières années ont en outre été enrichis par les activités du pôle Développement (Centre de développement, Direction de la coopération pour le développement, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest) et du Secrétariat des relations mondiales.

Aujourd'hui, les 37 pays Membres de l'OCDE et les 5 Partenaires clés représentent 80 % environ des échanges et de l'investissement dans le monde. Les travaux de l'OCDE contribuent à orienter et à concrétiser les réformes dans plus de 100 pays/économies à travers le monde, en se fondant sur notre expérience collective et nos valeurs communes. Cette ouverture a permis une utilisation croissante des outils de l'OCDE, pratiques et normes à l'échelle mondiale, et renforcé leur influence et leur pertinence, de même que leur exhaustivité et leur inclusivité.

- **Direction de la coopération pour le développement** - La Direction de la coopération pour le développement a accompagné la transformation de la coopération pour le développement conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle épaula le Comité d'aide au développement dans son rôle d'instance normative internationale et d'autorité chargée de mesurer l'aide publique au développement.
- **Centre de développement** - Au cours des dix dernières années, le Centre de développement a élargi sa couverture géographique et approfondi sa collaboration avec les pays Membres et non-Membres de l'OCDE, renforçant ainsi son rôle en tant que plateforme de dialogue sur les politiques à mener et de partage de connaissances. Le nombre de membres du Centre a considérablement augmenté : de 39 pays Membres en 2010, il est passé à 56 en 2020 (27 Membres de l'OCDE et 29 économies en développement et émergentes).

Les 37 pays Membres et 5 Partenaires clés de l'investissement dans le monde



2010

République slovaque

- **Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest** - Le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest est une plateforme internationale indépendante hébergée à l'OCDE. Il favorise des politiques régionales propres à améliorer le bien-être économique et social des populations sahéennes et ouest-africaines, en s'efforçant d'optimiser la gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'enrichir les connaissances sur les transformations en cours dans la région, et d'étayer l'élaboration des politiques publiques au moyen d'analyses territorialisées et prospectives.
- **Stratégie de relations mondiales de l'OCDE** - Le rayonnement mondial est une dimension qui fait partie intégrante de l'OCDE depuis sa création en 1961. Depuis une dizaine d'années, l'Organisation a considérablement renforcé ses relations avec les non-Membres, y compris les économies émergentes. Depuis 2000, des programmes régionaux complets ont été mis en place avec l'Asie du Sud-Est (2014) et l'Amérique latine et les Caraïbes (2016), en sus des programmes régionaux établis avec la région MENA (2005), l'Europe du Sud-Est (2000) et l'Eurasie (2008). Ces programmes régionaux ont contribué à un développement durable et inclusif et à la stabilité dans les régions partenaires en fournissant des évaluations ciblées des politiques, des conseils individualisés sur l'action à mener et des recommandations concrètes, tout en facilitant le dialogue sur les politiques à suivre et l'apprentissage entre pairs. Des bureaux régionaux ont ouvert à Jakarta (2015) et à New York (2016) afin de renforcer la coopération avec les Nations Unies.
- **Partenaires clés** - En 2007, le Secrétaire général a été invité à renforcer la coopération avec le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud par des programmes d'engagement renforcé. Ces programmes avec ces Partenaires clés reposent principalement sur la promotion d'une participation directe et active de ces pays aux travaux des organes de substance de l'Organisation, y compris à l'adhésion aux normes de l'OCDE.
- **Programmes-pays** - Ces dix dernières années, l'OCDE a également élaboré des approches par pays globales et structurées avec des pays émergents qui montrent la voie à suivre dans leurs régions. Les programmes-pays aident les pays destinataires à adopter les normes et bonnes pratiques de l'OCDE pour en faire le point d'ancrage de leurs réformes (Finalisés pour le Pérou et le Kazakhstan, en cours pour la Thaïlande et le Maroc, en discussion pour l'Égypte et le Viet Nam).

Les 5 Partenaires clés de l'OCDE représentent 80 % environ des échanges et le monde.



MEMBRES		
Allemagne	Irlande	Royaume-Uni
Australie	Islande	Slovénie
Autriche	Israël	Suède
Belgique	Italie	Suisse
Canada	Japon	Turquie
Chili	Lettonie	
Colombie	Lituanie	
Corée	Luxembourg	
Danemark	Mexique	
Espagne	Norvège	
Estonie	Nouvelle-Zélande	
États-Unis	Pays-Bas	
Finlande	Pologne	
France	Portugal	
Grèce	République slovaque	
Hongrie	République tchèque	

PARTENAIRES CLÉS	
Afrique du Sud	
Brésil	
Chine	
Inde	
Indonésie	

(L'Union européenne dispose d'une représentation permanente auprès de l'OCDE)

Dernières adhésions:

2010

Chili
Israël
Slovénie
Estonie

2016

Lettonie

2018

Lituanie

2020

Colombie
Costa Rica*

51 Membres potentiels ont demandé à adhérer à l'OCDE : Argentine, Brésil, Bulgarie, Croatie, Pérou, Roumanie

*Note : Le Costa Rica a été invité à rejoindre l'OCDE le 15 mai 2020, son adhésion prendra effet dès le dépôt de son instrument d'adhésion à la Convention de l'OCDE

Soutenir la gouvernance mondiale pour relever les défis communs

Au cours des dix dernières années, l'OCDE a renforcé son engagement et sa présence auprès des plus hautes sphères politiques, dispensant des conseils auprès des dirigeants et se mettant au service d'enceintes mondiales influentes, en particulier le G20.

L'OCDE fait partie du petit nombre d'institutions systémiques au sein du processus du G20. Elle soutient en outre activement le G7, l'APEC et l'Alliance du Pacifique. L'Organisation a considérablement accru sa collaboration avec d'autres organisations internationales, dont les Nations Unies, l'Organisation internationale du travail, l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds monétaire

international. L'OCDE a de ce fait acquis une plus grande sensibilité au regard des grandes priorités internationales, ce qui lui permet de mieux cibler ses travaux.

La participation de l'OCDE à ces enceintes et aux instances chargées d'établir un consensus a conféré à l'Organisation une visibilité, une pertinence et un rôle nouveaux au sein du système multilatéral international.



Lors du Sommet du G20 de Pittsburgh, qui a eu lieu les 24 et 25 septembre 2009, les dirigeants du G20 ont officiellement désigné le Groupe des 20 comme « le forum prioritaire pour la coopération économique internationale »



Sommet des dirigeants du G20, 21-22 novembre 2020

G20

Le G20 a joué un rôle décisif dans l'élaboration et la mise en œuvre des normes de l'OCDE, et a contribué à en faire des normes d'ampleur réellement mondiale. En 2009, l'OCDE a été invitée à contribuer aux présidences du G20 et à fournir une analyse des politiques reposant sur des données concrètes relative à un certain nombre de domaines clés, notamment les échanges et l'investissement, l'emploi et la transparence fiscale. Depuis, l'OCDE et le Bureau du Sherpa jouent un rôle actif dans les présidences du G20 et y contribuent en concourant à leurs priorités et en diffusant les travaux de l'OCDE afin d'étayer et d'influencer les mesures prises à l'échelon international face aux défis mondiaux. L'OCDE travaille également en étroite coopération avec le B20 et le L20. Voici des exemples de contributions de l'OCDE au G20 au cours des dix dernières années:

- **Fiscalité internationale** - Le partenariat entre l'OCDE et le G20 a imprimé un nouvel élan aux efforts déployés par l'Organisation à l'appui d'un renforcement de la coopération internationale et de la transparence dans les affaires fiscales. Par exemple, le **Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales** (mise en œuvre des normes internationales sur la transparence fiscale avec plus de 160 juridictions) ; le Cadre inclusif OCDE/G20 sur le BEPS (mise en œuvre des mesures relatives à **l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéficiaires pour lutter contre la fraude fiscale**). Travaillant actuellement pour parvenir à une solution à long terme fondée sur un consensus face aux enjeux fiscaux de l'économie numérique avec plus de 135 juridictions, dont tous les pays du G20, le Forum sur l'administration de l'impôt, créé en 2002, est un organe unique en son genre réunissant les Directeurs des administrations fiscales de 53 pays avancés et émergents à travers le monde, dont tous les Membres de l'OCDE et du G20.
- **Égalité femmes-hommes** - Les analyses de l'OCDE ont soutenu la conception de l'Objectif de Brisbane de 2014, visant à accroître le taux d'activité des femmes de 25 % d'ici 2025. L'OCDE a apporté sa contribution aux discussions du G20 sur l'égalité entre les sexes par le biais de ses travaux sur la fracture numérique entre les femmes et les hommes, et sur la place des femmes aux fonctions de direction dans le secteur privé. Depuis, l'OCDE suit les avancées accomplies vers la réalisation de cet objectif en coopération avec l'OIT. Elle a en outre contribué à la création du W20.
- **Jeunesse** - L'OCDE a contribué à l'élaboration de l'Objectif d'Antalya du G20 visant à réduire de 15 % la proportion de jeunes qui risquent de rester en marge du marché du travail d'ici 2025. En 2020, l'OCDE et l'OIT ont apporté leur concours à la Présidence saoudienne du G20 afin d'élaborer la Feuille de route du G20 pour la jeunesse 2025, de déterminer la proportion de jeunes sans emploi et sortis du système éducatif, et de concevoir des indicateurs complémentaires pour suivre les avancées vers la réalisation de l'Objectif d'Antalya.
- **Action climatique** - Le rapport **"Investing in Climate, Investing in Growth"** de 2017, rédigé pour la Présidence allemande du G20, explique de quelle manière les gouvernements peuvent instaurer une croissance inclusive tout en accomplissant des avancées en direction des objectifs climatiques au moyen d'investissements verts et d'ensembles de mesures qui parviendront à mettre en place une augmentation nette du PIB de près de 5 % d'ici 2050.
- **Innovation et transformation numérique** - Les Principes du G20 sur l'intelligence artificielle (IA) définis sous la Présidence japonaise du G20 en 2019 s'appuient sur la Recommandation de l'OCDE sur l'IA ; l'OCDE a contribué au cadre original des débats du G20 consacrés à la transformation numérique en 2017 avec son rapport **"Key Issues for Digital Transformation in the G20"**, ainsi que ses travaux sur l'importance des compétences, de la dynamique des entreprises et de la concurrence au regard de l'économie numérique et de l'écart entre femmes et hommes en matière de numérique. Depuis, l'OCDE a contribué à d'importantes discussions sur la mesure de l'économie numérique, l'adoption d'une IA digne de confiance, et les solutions à envisager pour favoriser le virage numérique des modèles économiques durant la pandémie de COVID-19.
- **Gouvernance des entreprises** - Les Principes de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE sont devenus la référence internationale dans ce domaine depuis qu'ils ont été adoptés par le Conseil de l'OCDE et entérinés par les dirigeants du G20 en 2015.

- **Infrastructures** - Le Rapport du G20 et de l'OCDE relatif à la coopération avec les investisseurs institutionnels et les gestionnaires d'actifs concernant l'investissement dans les infrastructures a été favorablement accueilli par les dirigeants des pays du G20 en 2020, et appuie les initiatives de l'OCDE visant à aider le G20 à accroître les investissements du secteur privé dans des infrastructures de qualité.
- **Agroalimentaire** - Sous l'égide de la Présidence française du G20 en 2011, l'OCDE a coordonné, avec la FAO, les contributions de 10 organisations internationales en vue de préparer un rapport qui a étayé le Plan d'action du G20 sur la volatilité des prix alimentaires et l'agriculture. L'OCDE a en outre participé à la mise en place du Secrétariat du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), dont elle est membre aux côtés d'autres organisations internationales, et du Forum de réaction rapide qui lui est rattaché. L'OCDE a également développé le Cadre d'analyse des politiques relatives à la productivité et à la durabilité de l'agriculture, à la demande des chefs d'État et de gouvernement du G20 en 2012.
- **Échanges et investissement** - À la demande des chefs d'État et de gouvernement en 2009, l'OCDE – conjointement avec l'OMC et la CNUCED – assure le suivi des politiques commerciales et d'investissement des pays du G20 et rend régulièrement compte de leur évolution. L'OCDE apporte également son concours aux travaux du G20 sur les échanges et l'investissement en prenant une part active dans le Groupe de travail sur les échanges et l'investissement.
- **Inclusion financière** - Depuis 2011, l'OCDE épaulé le G20 sur les questions de culture financière et de protection financière des consommateurs à l'appui de l'inclusion financière. Dernièrement, l'OCDE a produit les résultats suivants pour le G20 : les Orientations G20/OCDE sur les **approches relatives à la protection financière des consommateurs à l'ère du numérique** (2018), les **Orientations G20/OCDE sur la transformation numérique et la culture financière** (2018), et les **Priorités d'action du G20 de Fukuoka sur le vieillissement et l'inclusion financière** (2019).
- **Réponse face au COVID-19** - L'OCDE soutient l'élaboration, l'actualisation et la mise en œuvre de la réponse du G20 face à la crise par le biais du Plan d'action du G20 – Soutenir l'économie mondiale pendant la pandémie de COVID-19, un « document évolutif » destiné à soutenir la reprise et à instaurer une croissance robuste, durable, équilibrée et inclusive, et de son rapport intitulé *New horizons: Structural policies for a strong recovery and a sustainable, inclusive and resilient future*, remis aux dirigeants du G20 en 2020.

G7

L'OCDE a activement contribué au programme d'action du G7 ces dernières années sur différentes questions, allant de la biodiversité jusqu'aux inégalités, ainsi qu'à la transformation numérique, notamment par le biais du lancement du Partenariat mondial pour l'IA (PMIA) conçu par le Canada et la France au cours de leurs présidences du G7, et dont l'OCDE héberge le Secrétariat.

Parmi d'autres exemples figurent :

- **Biodiversité** - Le rapport "**Biodiversity: Finance and the Economic and Business Case for Action**", publié par l'OCDE et présenté à la Présidence française du G7 en 2019, examine les arguments économiques et commerciaux en faveur de la protection de la biodiversité, dresse un premier bilan du financement de la biodiversité à l'échelle mondiale, et recense 10 actions prioritaires à l'appui des politiques relatives à la biodiversité. Un rapport de suivi intitulé "**A Comprehensive Overview of Global Biodiversity Finance**" a été publié en 2020, à la demande à aussi de la Présidence française du G7.
- **Inégalités** - L'OCDE apporte des analyses importantes sur différents sujets, comme la mesure des activités non rémunérées au sein des ménages, ou la mise au point d'indicateurs de prospérité économique tenant compte des dimensions globales du bien-être, dans le prolongement des indicateurs de l'OCDE sur la croissance inclusive, notamment au moyen de la coalition d'entreprises au service de la croissance inclusive (Business for Inclusive Growth Initiative, B4IG), lancée en marge du Sommet du G7 présidé par la France en 2019 et dont le Secrétariat est hébergé par l'OCDE.

- **Financements alignés sur les ODD** - Préparé à la demande de la Présidence française du G7, le Cadre OCDE-PNUD pour l'alignement de la finance sur les ODD, présenté lors du Forum de Paris sur la paix en 2020, recense les solutions envisageables pour réorienter des trillions de dollars disponibles au niveau mondial vers des investissements plus durables et plus résilients et pour mobiliser les investissements, notamment à destination des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays en développement.

Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC)

Au cours de la dernière décennie, l'OCDE a noué un partenariat solide et croissant avec l'APEC, établi sur la base de l'objectif commun d'instaurer une croissance et un développement durables et inclusifs. L'OCDE participe à plusieurs programmes de travail de l'APEC, du renforcement de la protection financière contre les catastrophes naturelles à la définition des priorités en matière de réformes structurelles, la poursuite de la coopération internationale en matière fiscale, la mesure de la restrictivité des échanges de services ou l'amélioration des résultats en termes de bien-être. Alors que les dirigeants des pays de l'APEC ont proclamé la Vision de Putrajaya pour 2040 dans la Déclaration de Kuala Lumpur du 20 novembre 2020, l'OCDE continuera de prêter son appui à la mise en œuvre de cette vision pour la région au moyen de priorités communes.

Nations Unies



- **L'élargissement du partenariat avec la famille des Nations Unies** se poursuit grâce à la participation de l'Organisation, en tant qu'Observateur permanent, à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social (ECOSOC). Le Bureau de l'Observateur permanent de l'OCDE établi récemment à New York contribue à faire connaître les travaux de l'Organisation et à partager les données de l'OCDE ainsi que les instruments d'action et les normes dont elle préconise l'application avec un large éventail de pays partenaires. Le bureau de l'OCDE à New York constitue également un précieux point de contact avec les Nations Unies depuis le déclenchement de la crise du COVID-19 en ce qu'il facilite le dialogue avec les autorités de l'ONU et permet à l'OCDE, par le biais de ses données factuelles et de ses éclairages sur l'action publique, d'avoir un impact sur les efforts déployés par les Nations Unies pour remédier aux conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19.
- **L'OCDE contribue régulièrement aux efforts déployés à l'échelle mondiale aux fins du suivi et de l'examen des Objectifs de développement durable (ODD)**, notamment dans le cadre du Forum politique annuel de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable. Le Plan d'action de l'OCDE à l'appui des ODD, approuvé par le Conseil en 2016, encadre l'aide dispensée par l'Organisation aux Membres et Partenaires à l'appui de leurs efforts pour atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ces activités englobent la méthodologie unique de l'OCDE visant à aider les pays à mesurer la distance qui les sépare des cibles visées par les ODD.

M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE et M. António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, lors de l'Assemblée générale de l'ONU, le 21 septembre 2019



07 — Dialoguer avec les parties prenantes

Convaincue qu'un dialogue ouvert et associant de multiples parties prenantes est essentiel pour élaborer des politiques publiques efficaces et qui changent véritablement la donne, depuis dix ans, l'OCDE accélère ses efforts pour élargir sa collaboration avec l'ensemble des acteurs de la société.

Ainsi, depuis 2010, Business at OECD (BIAC) et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) sont invités chaque année à prendre part à la Réunion du Conseil au niveau des Ministres, renforçant ainsi les liens officiels entre l'Organisation et les entreprises et syndicats. La société civile internationale participe régulièrement aux consultations publiques et aux réunions des comités/organes de substance de l'OCDE, ainsi qu'aux travaux spécialisés des comités et au Forum annuel de l'OCDE. L'OCDE a par

ailleurs développé sa collaboration et ses interactions directes avec différentes parties prenantes par l'intermédiaire d'un large éventail de réseaux et d'initiatives.

Depuis 2010, la diffusion des analyses et des données de l'OCDE enregistre une croissance exponentielle, grâce au lancement permanent d'une gamme de nouveaux systèmes de connaissances et d'informations. En 2019, la page OECD iLibrary a attiré 5.9 millions de visiteurs uniques, qui ont téléchargé 12 millions de publications de l'OCDE.

- * **Le Forum annuel de l'OCDE**, qui a fêté son 20e anniversaire en 2019, est l'événement annuel de l'OCDE qui constitue la clé de voûte de l'engagement public de l'Organisation auprès des parties prenantes ; il réunit 5 000 participants venus du monde entier, représentant les entreprises, la société civile, les milieux universitaires, les médias et les organisations de la jeunesse, qui débattent de questions urgentes figurant parmi les préoccupations internationales.
- * **Programme Delta: Rendre les données de l'OCDE ouvertes, accessibles et gratuites** - En décembre 2011, à la suite d'un examen des activités d'édition, le Conseil a pris la décision de rendre les données de Partie I de l'OCDE accessibles, ouvertes et gratuite avant la mi-2025. En juillet 2015, ces données étaient ouvertes et accessibles via un nouveau portail de données convivial, point d'accès unique à partir duquel trouver et accéder à toutes les données statistiques de l'OCDE. Au cours de la seule année 2019, le portail de données de l'OCDE a attiré 5.9 millions de visiteurs uniques.
- * **Business for Inclusive Growth (B4IG)** - L'initiative B4IG, parrainée par la Présidence française du G7 et soutenue par l'OCDE en tant que partenaire stratégique, réunit 34 multinationales de premier plan comptant plus de 3 millions de salariés à travers le monde et affichant un chiffre d'affaires mondial supérieur à 1 000 milliards USD. Les membres de la coalition B4IG s'attachent à remédier à la persistance de l'inégalité des chances, à réduire les disparités régionales et à lutter contre les discriminations liées au sexe.
- * **Observatoire de l'espace civique** - Lancé en 2019, l'Observatoire de l'espace civique de l'OCDE a pour mission de promouvoir et de protéger l'espace civique en tant que condition préalable à une bonne gouvernance et une croissance inclusive, ainsi qu'à des politiques efficaces et efficientes en matière de gouvernement ouvert et des initiatives de participation des parties prenantes. Avec l'aide d'un groupe consultatif comprenant des représentants de la société civile, des milieux universitaires et des ONG, ainsi que des délégués du Groupe de travail de l'OCDE sur le

gouvernement ouvert, l'Observatoire s'efforce de faire le bilan du rôle joué par les pouvoirs publics dans la création, la mise en œuvre et la protection d'un environnement permettant aux citoyens et à la société civile de prendre une part active dans l'élaboration des politiques publiques et la prestation des services.

- * **Initiative des Maires champions de la croissance inclusive de l'OCDE** - L'OCDE a lancé l'Initiative des Maires champions de la croissance inclusive en mars 2016, en vue de renforcer la coopération avec les autorités locales et les maires et de résorber l'écart croissant entre les riches et les pauvres. Les MMaires champions forment une coalition de dirigeants déterminés à lutter contre les inégalités et à promouvoir une croissance économique plus inclusive dans les villes. Cette initiative a aidée les administrations locales à analyser la montée des inégalités, à suivre l'évolution des niveaux de vie matériels et plus généralement du bien-être, ainsi qu'à concevoir des trains de mesures propices à l'équité et à la croissance.

- * **Réseau parlementaire mondial** - En 2011, l'OCDE a lancé le Réseau parlementaire mondial pour renforcer sa coopération avec les parlementaires à travers le monde. Le Réseau parlementaire assure une coordination avec les parlements des pays Membres et Partenaires de l'OCDE, et constitue une enceinte flexible qui permet aux parlementaires de tous les horizons politiques de confronter leurs expériences, de déterminer les pratiques à suivre et d'encourager la coopération internationale en matière de législation.



- * **Semaine OCDE-CAD de la société civile** - Lancée en 2019, la Semaine de la société civile a lieu tous les deux ans et réunit des représentants de la société civile et des gouvernements afin d'étudier comment relever efficacement les défis auxquels est confrontée la société civile, et d'établir des passerelles et des partenariats rassemblant de multiples parties prenantes. Son objectif consiste à déterminer quelles stratégies et pratiques adopter pour promouvoir les conditions propices permettant à la société civile d'utiliser pleinement son potentiel en vue de contribuer au Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi qu'à d'autres engagements internationaux.
- * **Forum mondial sur la conduite responsable des entreprises** - En 2013, l'OCDE a lancé le Forum mondial sur la conduite responsable des entreprises en vue de renforcer le dialogue international sur la conduite responsable des entreprises et de contribuer à la bonne application des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Depuis, le Forum mondial sur la conduite responsable des entreprises réunit chaque année des représentants de l'État, des entreprises, des syndicats, de la société civile et des organisations internationales afin de réfléchir aux moyens, pour les entreprises, de prospérer sans faire de mal, dans le souci de contribuer au développement durable et au progrès social.
- * **Centre et Forum de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts** - En 2016, l'OCDE a créé un Centre sur la finance et l'investissement verts, afin de contribuer à catalyser et à appuyer la transition vers une économie verte grâce à la mise en place de politiques, d'institutions et d'instruments efficaces à l'appui de la finance et de l'investissement verts. Le Forum annuel du Centre réunit de hauts responsables des politiques publiques et des acteurs clés des secteurs public et privé dans le monde entier, afin de mener des discussions concrètes sur divers sujets en lien avec le financement et l'investissement durables.

- * **Le Forum mondial sur la productivité**, créé en 2015, offre une enceinte pour l'échange mutuel d'informations et encourage la coopération internationale entre les organismes publics en charge de promouvoir des politiques propres à améliorer la productivité, notamment par le biais d'analyses conjointes des politiques.
- * **Le Centre de philanthropie de l'OCDE**, créé en 2018, contribue à satisfaire la demande de données et d'analyses plus fournies et de meilleure qualité sur la philanthropie mondiale au service du développement.
- * En 2016, le Premier ministre suédois a lancé le **partenariat Global Deal**, développé en coopération avec l'OCDE et l'OIT. Le Global Deal est un partenariat multipartite qui encourage le dialogue social et des relations du travail saines afin de relever les défis auxquels sont confrontés les marchés du travail à l'échelle mondiale. Depuis 2018, l'OCDE héberge une unité de soutien chargée de la promotion du Global Deal. Le Global Deal compte 105 partenaires représentant des administrations, des entreprises, des organisations patronales, des syndicats et d'autres parties prenantes.
- * **La Semaine de l'OCDE sur le financement privé à l'appui du développement durable**, créée en 2018, attire plus de 600 dirigeants du secteur privé, de la société civile et de la sphère universitaire.



Drapeaux des Membres de l'OCDE



Le Château de la Muette, Siège de l'OCDE

Bien que l'actuel château de la Muette soit de construction récente et ait été édifié à quelque distance de l'emplacement où s'élevait le château historique, le lieu est tout imprégné de souvenirs de l'histoire de France.

L'origine même de ce nom de Muette se perd dans le passé. Peut-être faut-il la chercher dans le mot muete, orthographe fréquemment employée jusqu'à la fin du XVIII^e siècle pour désigner une meute de chiens de chasse ; peut-être vient-elle de mues, bois perdus par le cerf à l'automne, ou même de la mue des faucons, ou aurait été choisie pour évoquer l'éloignement de la Cour et des bruits de celle-ci, comme une sorte de vie de Cour muette voire discrète.

Quelle que soit l'origine réelle du mot, le nom de l'actuel château est lié au pavillon de chasse où les rois de France s'arrêtaient pour chasser à courre le cerf dans le bois de Boulogne.



L'OCDE occupe un deuxième site, situé Quai Alphonse le Gallo à Boulogne-Billancourt

Le bâtiment original, construit en 1927, accueillait autrefois le siège de la société Thomson, fabricant de petit matériel électronique.

En 2013, la structure a été transformée en un espace de bureaux moderne dans lequel l'OCDE a emménagé en 2015.

Aujourd'hui, plus de la moitié des directions de l'Organisation y sont installées. Les dômes coiffant le bâtiment, autrefois utilisés comme réservoirs d'eau pour le système d'extinction automatique de l'usine, servent désormais de salles de réunion. Le 6^e étage abrite également un espace dédié au cotravail et un espace Laboratoire accessible au personnel de toute l'Organisation, ainsi qu'un centre de conférences et un auditorium.



Tél.: +33 1 45 24 82 00



Web: www.oecd.org



2 rue André Pascal
75016 Paris, France